



ODOXA

L'Opinion tranchée

Le rendez-vous de l'économie *Mai 2017*

LEVÉE D'EMBARGO MARDI 9 MAI 2017 À 06H30

Sondage réalisé avec



GUIBOR

pour

LesEchos



Méthodologie



Recueil

Enquête réalisée auprès d'un échantillon de Français interrogés par Internet le 4 mai 2017.



Echantillon

Echantillon de 998 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, parmi lesquelles :

→ 246 sympathisants de gauche, 77 sympathisants En Marche, 171 sympathisants de droite hors FN et 190 du FN

La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Précisions sur les marges d'erreur

Chaque sondage présente une incertitude statistique que l'on appelle marge d'erreur. Cette marge d'erreur signifie que le résultat d'un sondage se situe, avec un niveau de confiance de 95%, de part et d'autre de la valeur observée. La marge d'erreur dépend de la taille de l'échantillon ainsi que du pourcentage observé.

	Si le pourcentage observé est de ...					
Taille de l'Echantillon	5% ou 95%	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
800	1,5	2,5	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1 000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2 000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
3000	0,8	1,1	1,4	1,6	1,8	1,8

Lecture du tableau : Dans un échantillon de 1000 personnes, si le pourcentage observé est de 20%, la marge d'erreur est égale à 2,5%. Le pourcentage réel est donc compris dans l'intervalle [17,5 ; 22,5].

L'œil du sondeur : Céline Bracq

100 jours : tout sauf le plafonnement des Prud'hommes

Enseignements clés :

1. **La question des cent jours souligne le clivage actuel des Français : libéraux et socio-libéraux d'un côté, protectionnistes de l'autre.** Le quasi 50-50 des Français à propos de 100 jours est trompeur : de la gauche socialiste à la droite parlementaire, le principe est majoritairement salué, mais chez les sympathisants de la gauche de la gauche et du FN, il est très clairement rejeté car ils ne veulent pas des réformes Macron
2. **La capacité d'Emmanuel Macron à installer ses réformes prévues dans les cent jours est mise en doute par une majorité de 54% des Français.** Parmi les sceptiques, nous retrouvons les opposants à ses réformes (FN et gauche de la gauche), mais aussi les sympathisants de droite qui doutent des capacités de réformateur du leader d'En Marche
3. **Toutes les réformes annoncées pour les cent premiers jours sont majoritairement soutenues, voire plébiscitées sauf une : le plafond des indemnités prud'homales.** Cette réforme était déjà la pierre d'achoppement de la Loi El Khomri dans l'Opinion avec l'assouplissement des licenciements économiques

*Céline Bracq, Co-fondatrice et directrice générale d'Odoxa
@celinebracq*

Synthèse détaillée (1/4)

**La synthèse sera mise à jour lundi 8 mai,
après les résultats du 2nd tour**

100 jours : tout sauf le plafonnement des Prud'hommes

1. La question des cent jours souligne le clivage actuel des Français : libéraux et socio-libéraux d'un côté, protectionnistes de l'autre.

Après le triomphe, la passation de pouvoir est prévue dimanche prochain : c'est là que s'enclencheront les cent jours. Les cent jours, Emmanuel Macron a dit s'en méfier... Il ne veut pas laisser croire qu'un pays serait réformable dans une période aussi courte. Il considère toutefois que les 100 premiers jours du président « doivent être les fondations d'une action pérenne » et a listé plusieurs mesures qu'il promet de prendre dans ce fameux laps de temps.

Les Français sont-ils d'accord avec cette idée ? Ils sont partagés. Quand 50% trouvent qu'« il a tort, reformer un pays en profondeur et efficacement prend du temps, tout ne peut se décider dans les 100 premiers jours », 49% jugent au contraire qu'« il a raison, que c'est dans les 100 premiers jours d'un quinquennat que se décide la réussite ou l'échec d'un président.

Ce quasi 50-50 s'explique : de la gauche socialiste à la droite parlementaire, le principe est majoritairement salué, mais chez les sympathisants de la gauche de la gauche et du FN, il est très clairement rejeté, non pas par refus de réformes rapides, mais parce qu'ils ne veulent pas des réformes Macron.

Ainsi dans le détail, les sympathisants du PS sont d'accord à 64%, ceux de droite à 58% et, évidemment ceux d'En marche à... 84% !

Au contraire, ceux de la gauche hors PS pensent qu'Emmanuel Macron a tort à 58% et ceux du FN à 74%.

On retrouve ici le clivage qui a traversé cette présidentielle : d'un côté les libéraux et socio-libéraux représentés par Macron et Fillon et de l'autre les protectionnistes défendus par Le Pen et Mélenchon. Même si ces candidats se sont affrontés sur bien des terrains (immigration, sécurité, valeurs), leurs électeurs se retrouvent souvent autour d'une vision favorable ou au contraire défavorable à l'économie de marché.

Synthèse détaillée (2/4)

**La synthèse sera mise à jour lundi 8 mai,
après les résultats du 2nd tour**

2. La capacité d'Emmanuel Macron à installer ses réformes prévues dans les 100 jours est mise en doute par une majorité de 54% des Français

Un doute s'est toutefois instillé chez les Français sur la capacité d'Emmanuel Macron à réformer la France.

Nous l'avons relevé durant cette campagne, le fait de tarder à donner des éléments programmatiques concrets posait question aux Français : a-t-il une réelle volonté de changement ?

C'est sur ce terreau que ses opposants ont pu faire fleurir les surnoms d'Emmanuel Hollande ou François Macron, imposant ainsi au candidat d'En Marche une lourde filiation, ancrée dans l'immobilisme aux yeux d'une majorité de nos concitoyens.

Parmi les sceptiques, nous retrouvons les sympathisants du FN (85% pensent qu'il ne mettra pas en place les principales réformes économiques dès les 100 premiers jours de son mandat) et les sympathisants de la gauche du PS dans une moindre mesure (52%). Mais les sympathisants de la droite non FN expriment également les plus grands doutes (59%) ainsi que tout de même 30% des sympathisants du PS.

Cela reflète l'état d'esprit qui a régné durant sur cette élection : une bonne part des électeurs ont voté non par adhésion à Emmanuel Macron ou à son programme, mais pour faire barrage au Front national (57% dans notre sondage diffusé vendredi 5 mai sur France info).

Cela fragilisera le nouveau chef de l'Etat, mais il bénéficiera aussi d'un formidable effet de levier potentiel. Si dans ce climat de grande incrédulité, il réussit à réformer, il renforcera à coup sûr son autorité.

Synthèse détaillée (3/4)

**La synthèse sera mise à jour lundi 8 mai,
après les résultats du 2nd tour**

3. Toutes les réformes annoncées pour les 100 premiers jours sont majoritairement soutenues, voire plébiscitées sauf une : le plafond des indemnités prud'homales

Pour parvenir à ses fins, Emmanuel Macron aurait intérêt à bien détailler le contenu de ses 100 jours. Car, c'est usuel dans les études d'opinion, il y a toujours un décalage entre l'opposition que peut susciter un projet ou un programme et les mesures testées dans le détail. Si Emmanuel Macron et son programme ont provoqué une levée de boucliers chez les soutiens de Mélenchon ou de Le Pen, les réformes prévues dans les 100 jours sont presque toutes approuvées voire plébiscitées.

C'est le cas de la mise en place de la cellule de coordination du renseignement pour lutter contre le terrorisme (87%), de la loi de simplification des normes imposées aux entreprises ou encore de la loi de moralisation de la vie politique (81% toutes deux). Deux autres mesures sont également très soutenues par l'Opinion (à 62%) : l'inversion de la hiérarchie des normes qui consiste à donner plus d'importance aux accords signés au sein de l'entreprise ou de la branche qu'aux accords nationaux et la mise en place du droit à l'erreur dans les démarches administratives pour les entreprises.

Il faut d'ailleurs noter qu'à propos de l'inversion de la hiérarchie des normes, nous relevons qu'à l'exception des sympathisants du Front national, et contrairement à ce qui pourrait être imaginé, toutes les catégories de Français sont majoritairement favorables à la mesure. Même les sympathisants de la gauche du PS l'approuvent à 54%.

Ce n'est pourtant pas une surprise pour quiconque suit de près les études d'Opinion. Lors des débats autour de la loi El Khomri, cette inversion des normes hérissait la majeure partie des syndicats et de nombreux responsables de gauche, mais pas les Français dans leur ensemble, ni les sympathisants de gauche. En revanche, une mesure suscitait une levée de boucliers au sein de la population : le plafonnement des indemnités prud'homales en cas de licenciement sans cause réelle ni sérieuse.

Elle demeure impopulaire, c'est d'ailleurs l'exception parmi les mesures prévues dans les 100 jours.

Synthèse détaillée (4/4)

**La synthèse sera mise à jour lundi 8 mai,
après les résultats du 2nd tour**

On retrouve ici les clivages plus traditionnels, les Français de gauche y étant farouchement opposés (59% hors PS, 55% au PS) ainsi que les salariés (59%), tandis que les chefs d'entreprise (61%) ou les Français de la droite parlementaire (57%) sont les seuls à approuver ce changement.

En 2016, nous mesurions les raisons de cette opposition : le plafonnement des indemnités aux prud'hommes étant jugé aussi injuste qu'inefficace pour encourager les embauches. Aujourd'hui, cette réforme est impopulaire ET jugée non prioritaire (seulement 16% la considèrent comme telle), quand la coordination des services de renseignement se situe à l'inverse tout en haut de l'échelle des priorités (cité à 70%).

S'il est élu ce dimanche, Emmanuel Macron peut aller vite et réformer dès les 100 jours, compte tenu du niveau de soutien de ses réformes. Mais sa mesure prud'homme risque de ralentir sa course s'il décide, coûte que coûte, de la maintenir.

Céline Bracq, Co-fondatrice et directrice générale
[@celinebracq](#)

L'œil de l'expert : Dominique Romano

Les premiers pas marquent un mandat, quel qu'il soit. Les hommes politiques le savent, tout comme les CEO : Les cents premier jours sont cruciaux. Ils permettent d'assurer la crédibilité, de poser le cadre de la confiance et de donner une impulsion.

Un démarrage réussi permet à un dirigeant de donner une réelle inflexion à l'entreprise et d'obtenir ainsi rapidement des résultats. Seul les chiffres et les faits seront retenus, il faut donc aller vite pour gagner rapidement quelques victoires symboliques qui permettent d'aller plus loin et d'engager définitivement les partis prenantes de l'entreprise.

Les marchés quant à eux, seront aussi attentifs aux premiers pas du nouveau président. Aujourd'hui très optimistes et confiants, ils seront tout aussi intraitables que les Français, ils observeront et attendront les premiers résultats, comme un principe de réalité implacable.

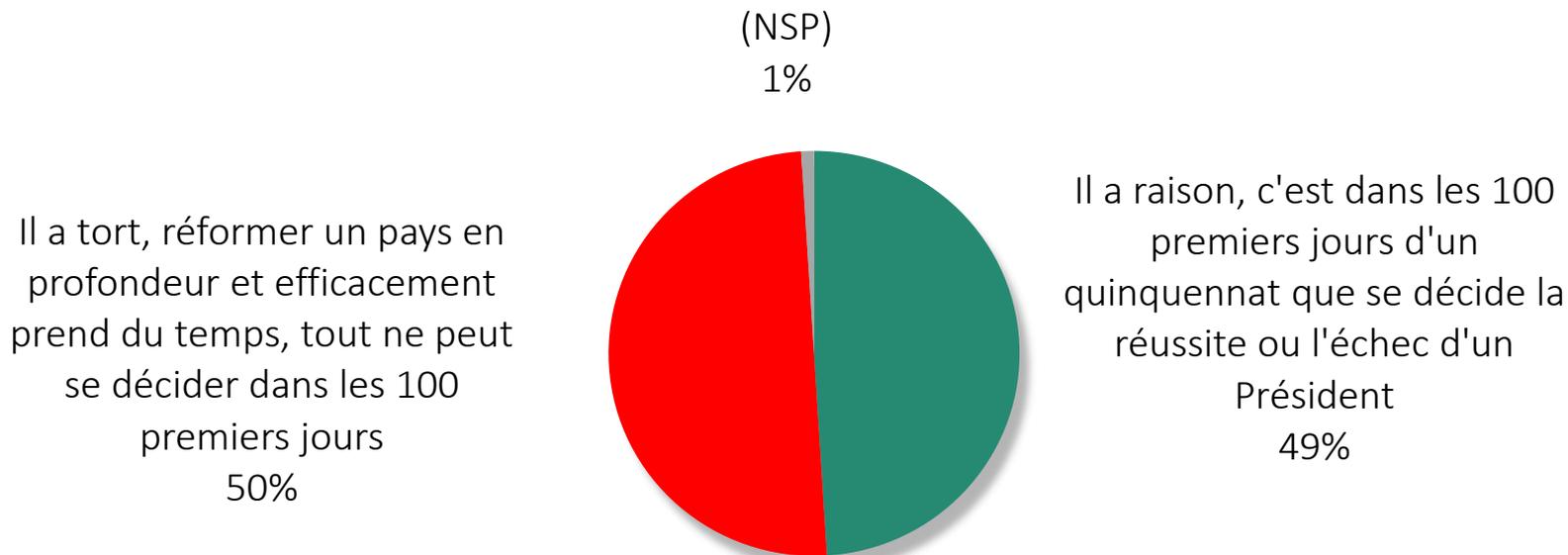
L'enjeu des premières mesures d'Emmanuel Macron est donc de conforter la confiance en décidant l'ordre des priorités pour qu'il reste maître de son calendrier. A l'instar d'un dirigeant placé par un fonds d'investissement à la tête d'une entreprise en redressement, sans le courage d'innover dans sa fonction, le nouveau président prendrait le toboggan de la défiance des Français, comme le dirigeant celui des investisseurs. Or si les dirigeants d'entreprises en échec après 100 jours sont la plupart du temps remerciés, ce n'est pas une option pour le chef de l'Etat. Le chemin menant à la fin du quinquennat semblerait alors particulièrement long.

Dominique Romano, fondateur de Guibor

Regard porté sur la mise en place des principales réformes dans les 100 jours



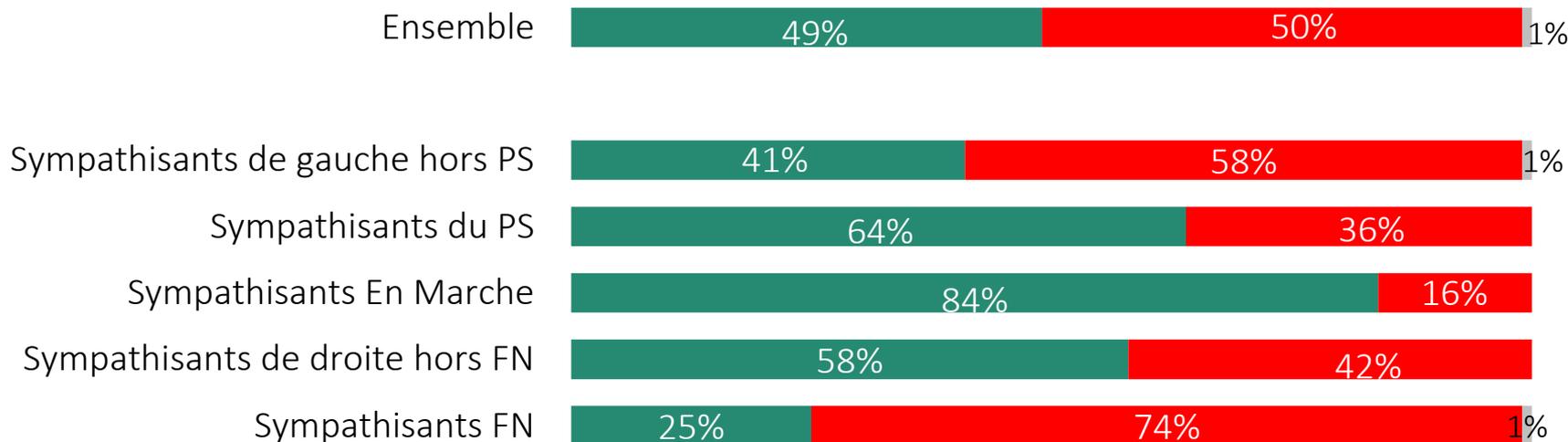
Emmanuel Macron a dit que s'il était élu Président, il fallait pour que son action puisse réussir qu'il mette en place ses principales réformes économiques dans les 100 premiers jours de son élection. Pensez-vous qu'il a raison ou qu'il a tort de penser cela ?



Regard porté sur la mise en place des principales réformes dans les 100 jours - Selon la proximité partisane



Emmanuel Macron a dit que s'il était élu Président, il fallait pour que son action puisse réussir qu'il mette en place ses principales réformes économiques dans les 100 premiers jours de son élection. Pensez-vous qu'il a raison ou qu'il a tort de penser cela ?



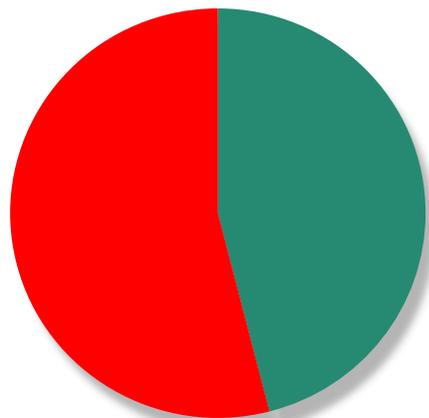
- Il a raison, c'est dans les 100 premiers jours d'un quinquennat que se décide la réussite ou l'échec d'un Président
- Il a tort, réformer un pays en profondeur et efficacement prend du temps, tout ne peut se décider dans les 100 premiers jours
- (NSP)

Capacité d'E. Macron à mettre en place ses réformes dans les 100 jours



S'il est élu dimanche prochain, pensez-vous qu'Emmanuel Macron mettra bien en place comme il l'a promis ses principales réformes économiques dès les 100 premiers jours de son élection ?

Non, il ne le fera pas
54%

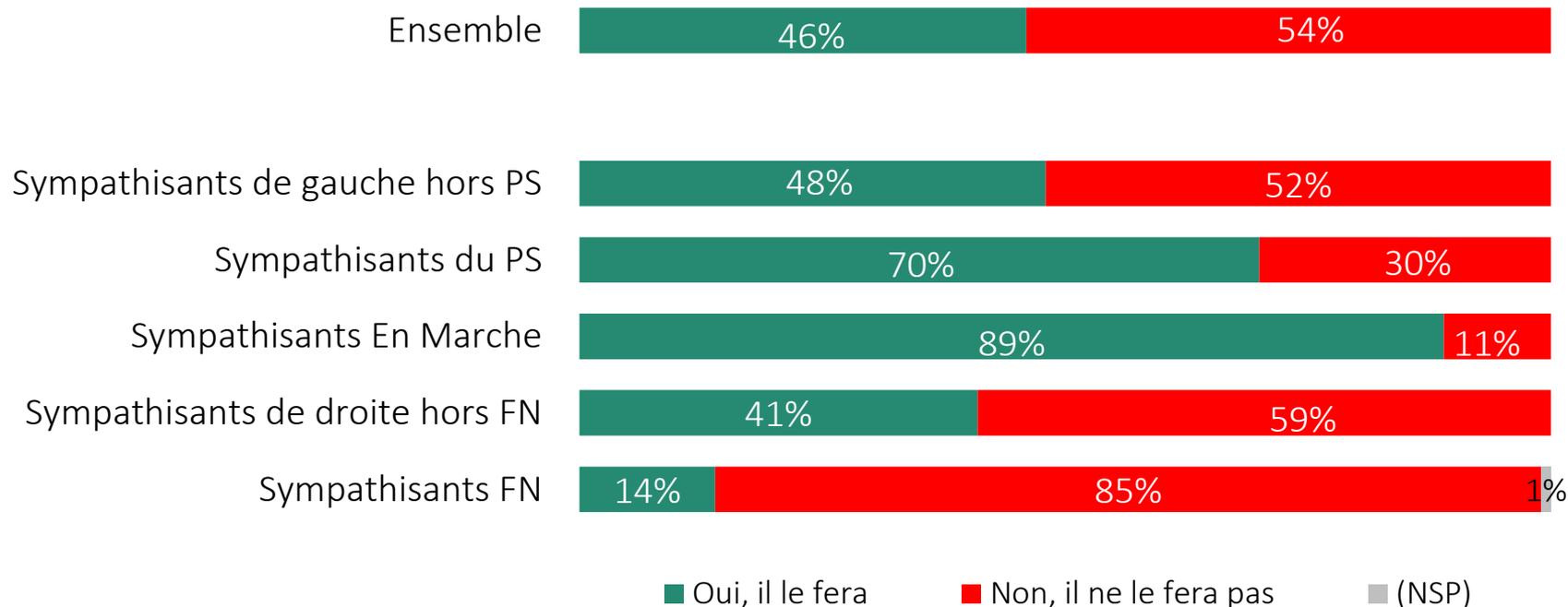


Oui, il le fera
46%

Capacité d'E. Macron à mettre en place ses réformes dans les 100 jours – selon la proximité partisane



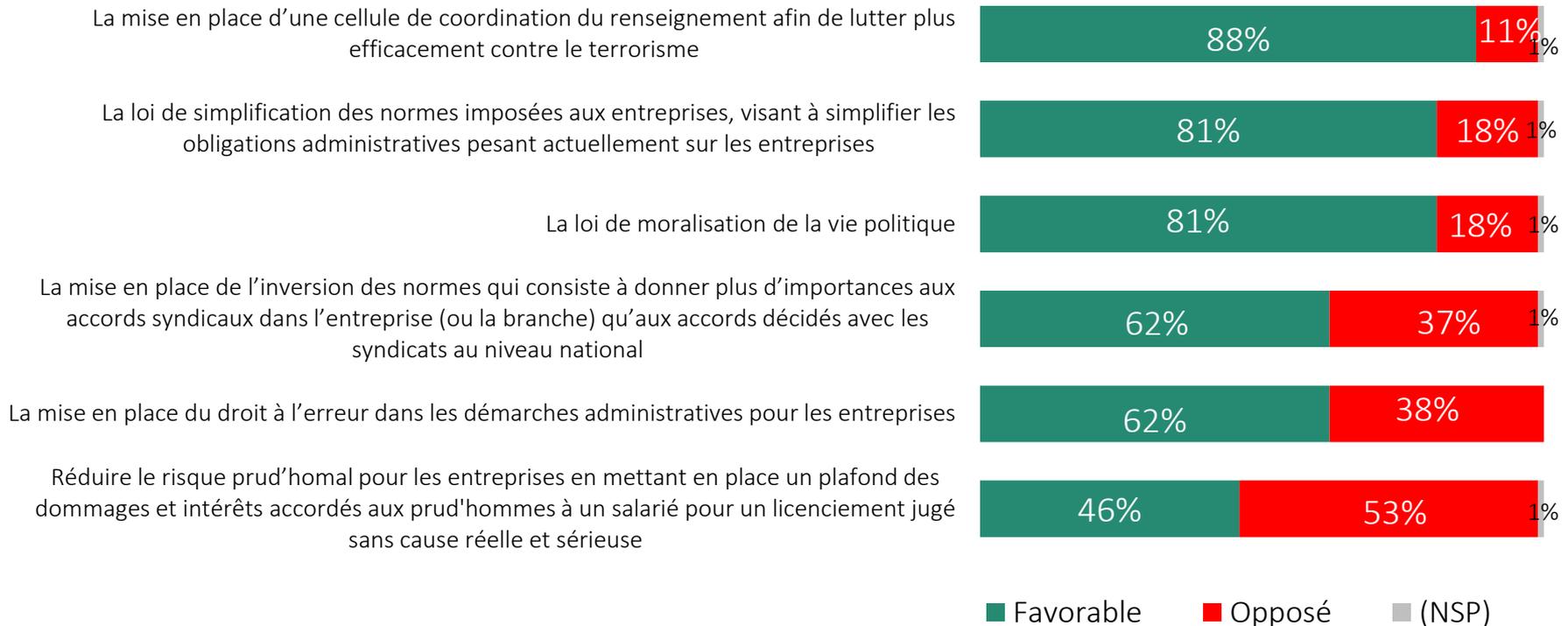
S'il est élu dimanche prochain, pensez-vous qu'Emmanuel Macron mettra bien en place comme il l'a promis ses principales réformes économiques dès les 100 premiers jours de son élection ?



Soutien des principales mesures que Macron s'est engagé à prendre dans les 100 premiers jours



Voici maintenant les principales mesures qu'Emmanuel Macron s'est engagé à prendre dans les 100 premiers jours qui suivront son élection. Pour chacune de ces mesures, dites-moi si vous y êtes favorable ou opposé :



Soutien des principales mesures que Macron s'est engagé à prendre dans les 100 premiers jours – selon la proximité partisane



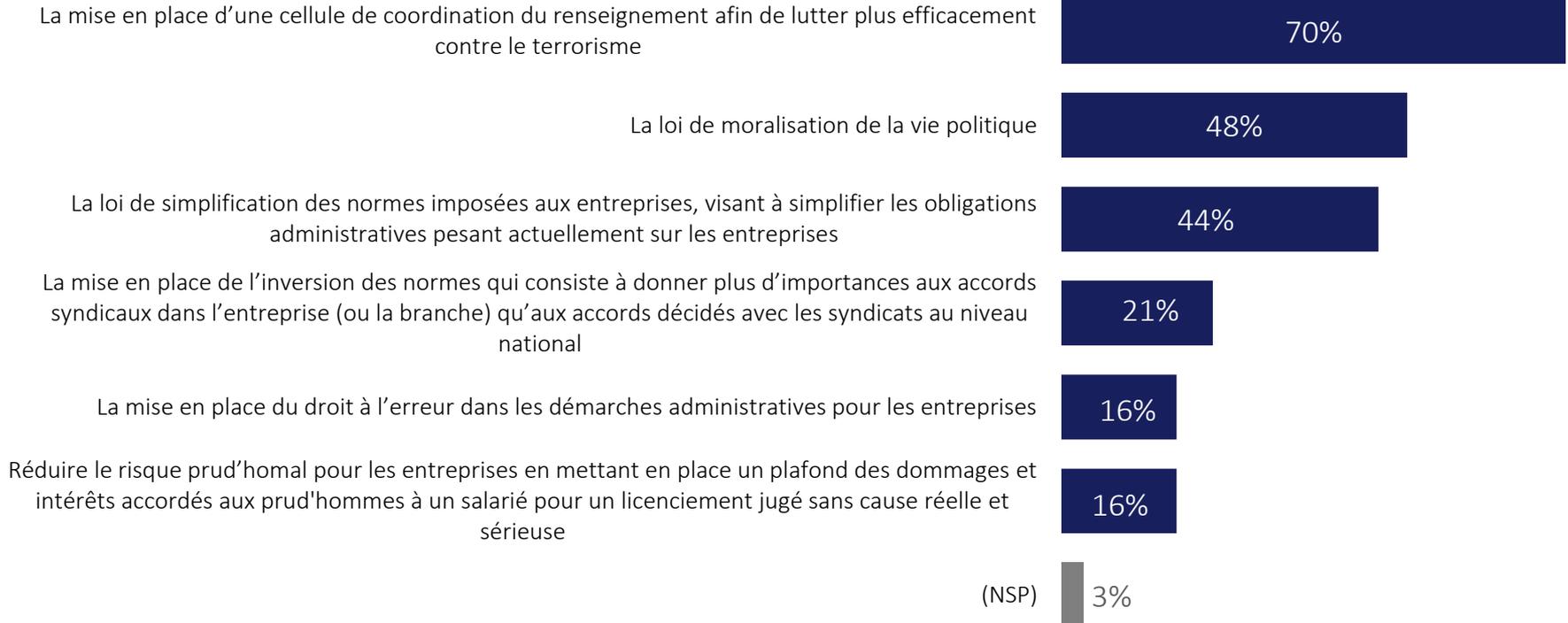
Voici maintenant les principales mesures qu'Emmanuel Macron s'est engagé à prendre dans les 100 premiers jours qui suivront son élection. Pour chacune de ces mesures, dites-moi si vous y êtes favorable ou opposé :

		Symp. de gauche	Symp. En Marche	Symp. De droite hors FN	Symp. Du FN
La mise en place d'une cellule de coordination du renseignement afin de...	88%	90%	100%	91%	71%
La loi de simplification des normes imposées aux entreprises, visant à simplifier les...	81%	80%	100%	92%	63%
La loi de moralisation de la vie politique	81%	85%	97%	88%	59%
La mise en place de l'inversion des normes qui consiste à donner plus d'importances...	62%	60%	95%	70%	36%
La mise en place du droit à l'erreur dans les démarches administratives pour les...	62%	57%	84%	75%	38%
Réduire le risque prud'homal pour les entreprises en mettant en place un...	46%	40%	78%	57%	32%

Mesures jugées prioritaires



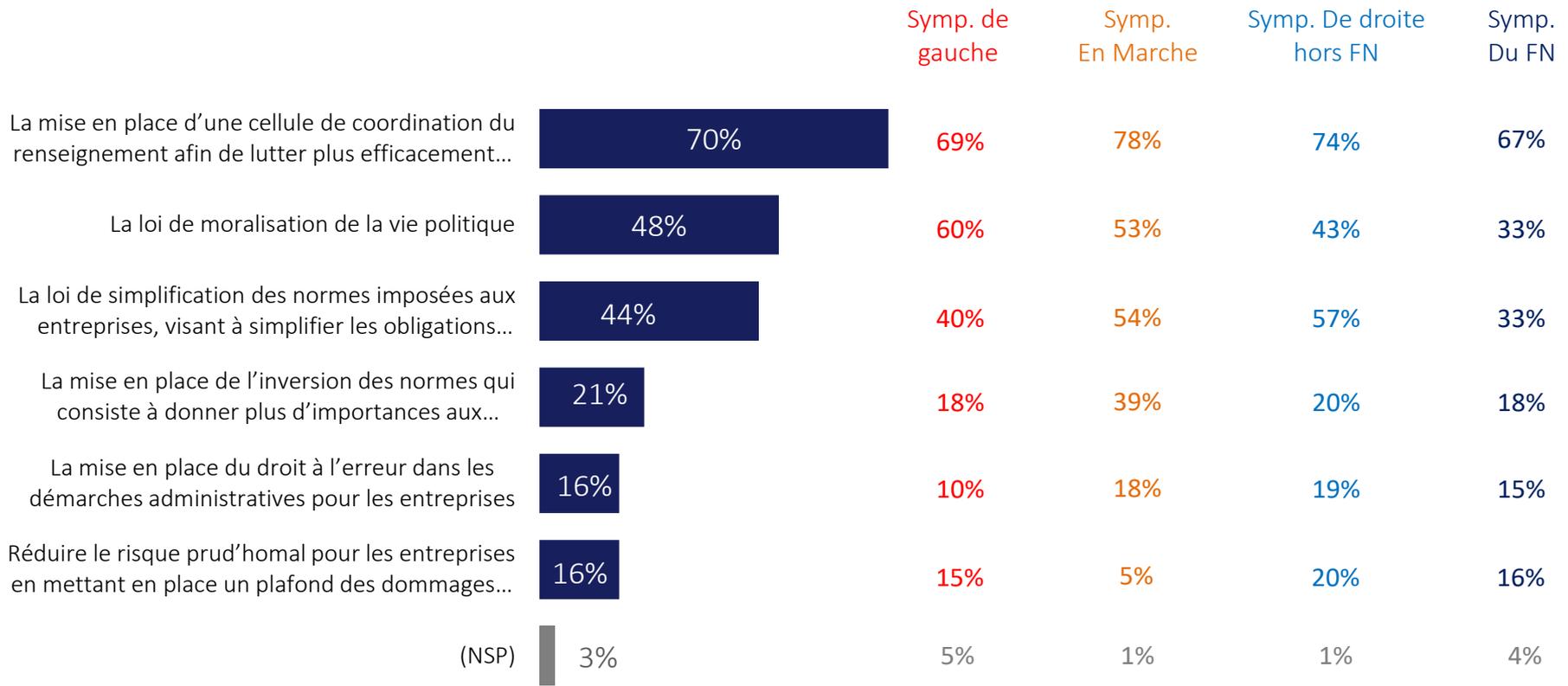
Et parmi ces mesures quelles sont celles que vous jugez les plus prioritaires ?
Maximum 3 réponses possibles



Mesures jugées prioritaires selon la proximité partisane



Et parmi ces mesures quelles sont celles que vous jugez les plus prioritaires ?
Maximum 3 réponses possibles



Mapping des mesures d'Emmanuel Macron approuvées et jugées prioritaires

